VILLE DE PAU

ARRÊTÉ N°AT-2026-1670

PORTANT RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

Le maire de la Ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules place Royale, en raison de l'organisation de Noël 2026 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er – Du **Dimanche 1er Novembre 2026 à 22h00 au Jeudi 03 Décembre 2026 à 22h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant sur l'ensemble de la place Royale, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Seuls les véhicules de l'organisation sont autorisés à stationner sur les lieux.
L'emplacement PMR situé sur la voie Est de la place Royale reste accessible.

ARTICLE 2 – Le **Samedi 21 Novembre 2026 et le Lundi 23 Novembre 2026, de 06h00 à 21h00,** la circulation des véhicules est interdite place Royale, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Seuls les véhicules de l'organisation sont autorisés à circuler sur les lieux.

ARTICLE 3 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 28/10/2026

Pau, le 15 octobre 2026

David BALLIHAUT,

Pour le Maire et par Délégation,
Le Directeur adjoint de la Prévention et Sécurité Publique